

Pourquoi ils n'ont pas participé

Localement comme au plan national, le débat sur l'identité nationale fâche. Invités, plusieurs élus de gauche ont refusé de débattre, hier soir. Leurs raisons ? « *Le gouvernement nous ressert sa vieille soupe nationaliste. (...) À l'instar d'Albert Einstein qui croyait à "l'égalité sans distinction de tous ceux qui peuvent faire des enfants ensemble", nous pouvons affirmer que la race humaine est unique* », explique Dominique Ronceray, porte-parole des Verts du Loiret, qui « *refusent de partici-*

per à la mystification mise en œuvre ». Conseiller général Verts du canton de Chécy, Thierry Soller écrit au préfet : « *En réalité, je ne vois pas à quoi peut servir ce débat sinon à réveiller le goût des discriminations. (...) Voilà ce qui, selon moi, fonde notre identité : nous sommes humains et nous avons les mêmes droits.* » Le sénateur socialiste Jean-Pierre Sueur estime que « *Yazid Sabeg, commissaire à la Diversité et à l'Égalité des chances, nommé par Nicolas Sarkozy, a exprimé avec force*

et justesse son inquiétude quant à la forme que prend ce débat. Ce n'est plus un débat sur l'identité nationale. C'est un débat sur l'immigration et sur l'islam ».

« **Opération malsaine** »

« *Ne comptez pas sur moi pour cautionner cette opération malsaine* », écrit pour sa part au préfet Michel Ricoud, conseiller général du canton de La Source et conseiller municipal communiste. « *Moi qui demeure à La Source depuis quarante ans, je sais*

toute l'importance des travailleurs immigrés qui ont contribué à la construction, au sens propre comme au figuré, de ce quartier. Ce "débat" est pour moi une insulte à ces populations », juge-t-il. Pour les élus communistes Marc Brynhole, Véronique Daudin, Jacques Rebol et Sylvie Vauvilliers, « *oui, la République peut se questionner, elle doit le faire à partir des droits de l'être humain et non d'un a priori sur le statut de Français* ».